

## DÉVELOPPEMENT DE LA PME

## Bensaci responsabilise pouvoirs publics et opérateurs

**Le développement de la petite et moyenne entreprise (PME), une responsabilité qui incombe certes aux opérateurs économiques mais aussi et essentiellement aux pouvoirs publics. C'est ce dont est convaincu le président du Conseil national consultatif pour la promotion des PME, Zaïm Bensaci.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Ayant ouvert, jeudi dernier à l'hôtel Hilton, les travaux de la septième assemblée générale ordinaire du CNC/PME, Zaïm Bensaci a constaté qu'il n'y a pas eu de grands bouleversements dans l'environnement de la PME.

Selon le président du Conseil consultatif, «la situation n'a que peu évolué et la PME reste confrontée aux contraintes et problèmes multiples et récurrents». Des contraintes d'ordre administratif, logistique, financier et d'appui qu'il ne s'empêchera pas pourtant d'énumérer.

Ainsi, «les efforts consentis par les pouvoirs publics envers la PME n'ont malheureusement pas engendré les effets attendus», déplore-t-il, ajoutant que la mise en œuvre du programme national de mise à niveau «souffre d'une gestion trop administrative et rigide, loin des critères de performance exigible et en déphasage avec la dynamique économique».

D'où «l'urgence de revoir, de réétudier et d'analyser les insuffisances de ces dispositions pour y apporter les correctifs indispensables à la mise en œuvre d'une nouvelle dynamique de développement de la PME», relève M. Bensaci. Néanmoins, «il n'y a pas que l'environnement extérieur

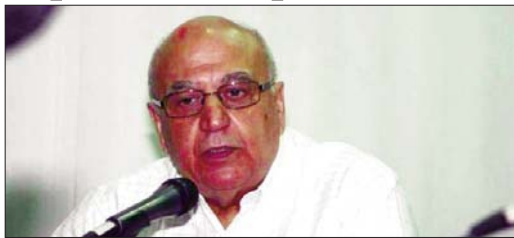
qui freine», explique le président du Conseil consultatif qui ajoute que «la PME souffre elle aussi de beaucoup d'insuffisances à l'intérieur».

Ce qu'il explicite par des «faiblesses structurelles, de déficiences organisationnelles» dans la gestion de la qualité, le management et la gestion des ressources humaines, la mise à niveau technique et technologique...

De fait, Zaïm Bensaci estime que «l'état actuel de la PME et l'environnement dans lequel elle baigne ne peuvent en aucun cas lui permettre d'être compétitive et d'affronter, d'égal à égal, la concurrence internationale», dans un contexte marqué par la prolifération de l'informel «outrageant, s'appuyant sur l'import-export» et les défis posés par l'insertion dans l'économie mondiale (entrée en vigueur des accords de libre-échange avec l'Union européenne et l'adhésion à l'OMC).

Une situation qui requiert, assure Zaïm Bensaci, «de continuer à travailler sans relâche pour la mise en œuvre des recommandations» que les membres du CNC et divers experts ont préconisées et dont certaines ont été déjà traduites en projets.

Il s'agit du lancement d'une formation en cours d'emploi, de l'éla-



Bensaci déplore les insuffisances qui freinent le développement des PME.

boration d'une cartographie numérisée de la PME et d'une mise à niveau d'un groupe d'associations professionnelles.

Comme il s'agit de développer l'enseignement de l'entrepreneuriat, indique le président du CNC qui prône la valorisation des porteurs de projets, le sponsoring des essais de petites entreprises à l'instar de celui pratiqué en faveur des équipes sportives. Il est égale-

ment question de la sensibilisation des entreprises «en vue de participer à la création d'un cadre de travail ou d'une structure commune permanente avec l'université».

Soucieux de «redonner» à la PME la place qui est la sienne dans l'économie nationale et de relever les défis liés à la réduction du chômage, le développement industriel et agricole, l'amélioration de la compétitivité et la reconquête

du marché intérieur, Zaïm Bensaci considère comme opportune «une stratégie qui définirait, dans un cadre concerté pouvoirs publics-représentants du monde de l'entreprise, les modalités pratiques devant favoriser cet objectif».

Une problématique que l'organisation des premières assises nationales de la relance de la PME pourrait traiter, incitera pour sa part le secrétaire général de la Centrale syndicale, hôte également de la cérémonie d'ouverture.

Estimant opportun de «revoir» le statut du CNC/PME et de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Abdelmadjid Sidi Said appellera les opérateurs économiques à s'impliquer dans une action proactive, «collective», en œuvrant à sérier et lever les blocages par filières industrielles, à développer le «compagnonnage».

C. B.

## La PME en «stagnation» en Algérie

«Il est pour le moins aberrant que (le niveau) de la PME stagne», relève le président du Conseil national économique et social (Cnes) qui a assisté jeudi dernier, à la cérémonie d'ouverture de la septième assemblée générale ordinaire (AGO) du Conseil national consultatif de promotion de la PME.

Une situation que Mohamed Seghir Babès inscrit à contre-faux avec celle des PME dans le monde, avec notamment 90% des

emplois créés par les petites et moyennes entreprises, les très petites entreprises et les start-up et une contribution majoritaire à la création de richesses et de valeurs ajoutées.

Une assertion que le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), autre hôte de cette 7<sup>e</sup> AGO, confortera par ses propos. Selon Réda Hamiani, les PME contribuent certes à 80% dans la création de valeurs mais peinent cependant à se développer, en

citant un volume moyen de 30 000 créations par an et une forte mortalité (6 000 cessations d'activités).

Rappelons que l'Algérie ne dispose que de près de 700 000 PME dont 98% sont des très petites entreprises employant moins de 10 personnes. Or, l'objectif des pouvoirs publics est d'étendre ce tissu entrepreneurial à 2 millions de PME, sur la base de la création de 200 000 PME par an.

C. B.

## MOHAMED BENHAMOU, PRÉSIDENT D'EL KARAMA ET CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIELLE :

## «La rupture avec le système est impossible»

**Mohamed Benhamou, le président du parti El Karama, candidat déclaré à la prochaine présidentielle, est déjà en campagne et ne cache pas ses prétentions et, surtout, exige presque de ses prochains adversaires pour la course à la magistrature suprême de s'engager à travers un pacte pour la promulgation d'une amnistie générale. Pas moins !**

Ainsi, à partir de la tribune qui lui était offerte hier, à Tizi-Ouzou, Mohamed Benhamou s'est ouvertement prononcé, aussi haut et fort qu'il le pouvait, contre «la fin du système», une revendication qui porte parfois même ceux que ce même système a enfanté.

Pour le numéro un d'El Karama, dont l'ambition débordante a fait sourire plus d'un dans la petite salle de la maison de la culture de Tizi-Ouzou, la rupture avec le système en place depuis l'indépendance n'est, d'ailleurs, pas possible pour la simple raison que cela induirait «l'exclusion, un danger qui peut mener au pire», à suivre son raisonnement. Pourtant, quelques minutes auparavant, dans son introduction à son laïus d'un peu plus d'une demi-heure, il concédait que

l'instinct de conservation du pouvoir est dangereux.

L'instinct de conservation du cours qu'étaient des tenants du pouvoir, sans nommer quiconque. Il voulait parler, à ce moment, des conséquences de la maladie du président de la République «qui a fait naître beaucoup de suspicion».

De la prochaine élection présidentielle, qu'il a qualifiée d'exceptionnelle, même s'il a décidé d'en être, il a tout de même avoué qu'elle ne sera pas totalement transparente. Il a donc décidé d'y aller, mais pas comme d'autres, avertit-il, qui ont besoin d'un feu vert. De la part de qui ? Il n'en dira mot. Puis à Benhamou, qui ne veut ni ne peut rompre avec le système, d'appeler à aller vers «une deuxième République» et de militer pour que



Mohamed Benhamou, président d'El Karama.

soit mis fin à cette tendance qui veut que l'on aille «chercher des présidents dans des congélateurs».

Il en a dit des choses le président d'El Karama devant les Tizi-Ouziens, mais ceux-

ci ont-ils vraiment compris son discours, lui qui veut, d'une part, l'instauration d'une deuxième République, et de l'autre, prône la continuité avec le système en place ?

M. Azedine

## FORMATION DES PARAMÉDICAUX

## Un contenu à revoir

**Le dernier séminaire national paramédical qui s'est tenu deux jours durant, à l'EHU 1<sup>er</sup>-Novembre d'Oran, a mis en relief la nécessité pour le système de formation des paramédicaux, d'aller vers une révision de son contenu à la faveur des nouveaux besoins de santé.**

D'ailleurs, les participants à ce séminaire ont approuvé le choix de l'EHU d'aller vers des formations plus spécifiques destinées en premier lieu au personnel infirmier de cet établissement. Entre évolutions scientifiques et technologiques qui touchent les processus des soins dans la médecine moderne, il y a également les nouveaux besoins de santé de la population.

Entre population qui vieillit, les pathologies chroniques qui touchent des couches

plus importantes de la population, le rôle et la fonction d'infirmier, en effet, doivent faire face à des attentes plus grandes.

La spécialité gériatrie, qui n'existe pas encore en Algérie, est un exemple type des nouveaux besoins de santé et des formations spécifiques qui y sont rattachées, comme expliqué lors de ce séminaire.

Accompagner les personnes âgées porteuses de pathologies multiples, dont l'une des plus lourdes l'Alzheimer, doit amener les

pouvoirs publics à prévoir de nouvelles formes de prises en charge dont les soins à domicile.

Les soins à domicile peuvent concerner les personnes âgées à mobilité réduite, ou encore l'hospitalisation obstétricale, et les diabétiques. Ainsi dans les nouveaux projets de formations, il est prévu d'ores et déjà, pour les infirmiers et infirmières spécialisés, des modules spécifiques à l'accompagnement des personnes âgées à l'utilisation des appareils ultrasonographiques de la chirurgie cardiovasculaire.

La formation sera encadrée par des experts nationaux et étrangers dans le cadre

des accords de coopération, a-t-on expliqué également.

A noter que l'expérience lancée par l'EHU dans le cadre du programme d'hospitalisation à domicile, adoptée depuis trois ans, s'inscrit aussi dans cette démarche des nouveaux besoins de santé et des nouvelles formations.

D'autant qu'aujourd'hui, la tendance va vers une diminution de la durée des séjours en milieu hospitalier et que du côté des malades, il est apprécié dans la mesure du possible d'avoir l'accès à des soins qualitatifs tout en restant chez soi.

Fayçal M.